

Ainsi, les emplacements, les embranchements et tous les services que pouvaient donner les chemins de fer Nationaux dans notre région sont, à mon avis, ridicules, et ce mot n'est pas encore assez fort. En même temps, ceux qu'on ne consulte pas à ces occasions nous demandent de leur voter 415 millions de dollars sans plus d'explications.

On reconnaîtra l'importance de ce débat qui, chaque fois qu'il s'élève à la Chambre, suscite l'ire des députés et avec raison, parce que le même problème revient constamment. Plusieurs études ont été faites, et c'est toujours le problème du financement du Canadien National ou du Canadien Pacifique qui nous revient.

Quand il s'agit d'améliorer les services de chemins de fer dans nos régions, les dirigeants nous répondent que cela coûte déjà trop cher et que les services des voyageurs est de moins en moins important.

Même en nous répondant toujours par la négative, on nous demande encore 415 millions de dollars sans explications, en disant que c'est en vue d'améliorer les services.

Nous devons blâmer la Commission canadienne des transports et le Canadien National de leur manque de sérieux, et j'aimerais citer un exemple.

Récemment, je recevais des pétitions et des résolutions de conseils de plusieurs municipalités de ma région, m'invitant, ainsi que d'autres, à défendre ces municipalités devant la Commission qui siégeait à l'hôtel de ville de Plessisville.

Or, je n'ai rien reçu de la Commission, alors qu'elle avait elle-même reçu une copie des résolutions des diverses municipalités dont il s'agit.

Ainsi, lorsque la Commission a siégé à Plessisville, les députés payés par les contribuables pour les représenter n'ont pu faire leur travail, même s'ils avaient préparé des mémoires pour faire valoir certaines représentations.

Je n'ai donc pu me rendre à Plessisville, ne sachant pas que la Commission y siégeait ce jour-là. Pourtant, j'étais préparé et j'avais tout en main pour tenter de donner l'autre interprétation du problème que la Commission se refuse de donner.

Je qualifie cette façon de procéder d'inacceptable, pour ne pas dire davantage, et je serais tenté de dire qu'elle est malhonnête.

Plusieurs de mes collègues ont connu la même situation. Quant à moi, j'étais et je suis encore préparé à faire des représentations relativement aux gares de Dosquet, de Fortierville, de Princeville, de Victoriaville, ainsi qu'à la ligne de Villeroy-Deschailions.

Voilà des problèmes qui se posent à nous. On m'a élu député, alors qu'on aurait pu en choisir un autre. Que cela fasse l'affaire de la Commission ou non, le problème n'est pas là. Au fait, le problème est que la Commission canadienne des transports devrait pourtant savoir que les citoyens—qui paient les 415 millions de dollars, ainsi que l'intérêt sur cette somme et les déficits annuels—ont le droit d'être consultés et de faire connaître leurs points de vue par l'entremise de leurs députés.

• (4.30 p.m.)

Je m'élève contre cette façon de procéder de la Commission et je dis qu'elle est inacceptable. Cela m'incite à la méfiance en ce qui touche décisions et propositions de la Commission elle-même, car, si, d'une part, on a le culot de venir nous demander de l'argent, et, d'autre part, de discontinuer certains services sans consulter les citoyens, il va sans dire que certaines personnes profitent nécessairement de la situation, vivent grassement aux dépens des contribuables qui, par l'entremise de leurs députés, n'ont aucun mot à dire quant à l'élaboration de la politique des chemins de fer Nationaux.

Et pourtant, monsieur l'Orateur, on sait fort bien que les chemins de fer Nationaux doivent prendre de plus en plus d'importance au Canada et moderniser leurs services. Cette société exploite une entreprise difficile, mais extrêmement intéressante et, pour réussir, il lui faut bénéficier d'une condition essentielle, savoir la collaboration du public et des autorités.

Il y a tellement de gens, aujourd'hui, qui débâtèrent contre les chemins de fer Nationaux qu'on se demande si certaines personnes voyagent encore par train. La Commission, elle, ne fait absolument rien pour redorer son blason et, si elle le fait,—ce dont je doute— nous n'en savons rien.

Alors, nous pouvons nous demander pourquoi nous devons voter de l'argent pour les chemins de fer Nationaux, et je suis très sérieux quand je parle ainsi, car on reconnaîtra que s'ils n'ont pas la collaboration des autorités, leur exploitation deviendra inévitablement déficitaire. D'ailleurs, c'est ce qui se produit depuis de nombreuses années et il semble que ce soit inévitable.

Les propositions que nous pouvons faire ne sont pas entendues et, pour ne pas les entendre, on ne nous invite pas à en faire. De plus, lorsque le temps d'en faire est venu, on ne nous invite pas à assister aux séances de la Commission.

Les contribuables canadiens, par leurs taxes et leurs efforts, ont contribué à l'établissement